

Fondation 3.0 – Table Ronde Stratégique

sur

Investir le patrimoine des fondations au service d'une transformation sociétale

Bruxelles – 13 et 14 mars 2014



Une politique d'investissement alignée sur la mission	2
Un large éventail de pratiques	3
FAQ à propos du <i>mission investing</i>.....	4
▶ Q : Le mission investing est-il compatible avec la mission de la Fondation, ses obligations fiduciaires, certaines contraintes légales ou réglementaires ?	4
▶ Q : Le rendement du portefeuille de placements est-il affecté ?	4
▶ Q : Comment évaluer l'impact social de ces nouveaux placements ?	4
▶ Q : Quitter l'actionnariat d'une entreprise, c'est se priver d'un moyen de pression/dialogue pour la faire évoluer ?	5
▶ Q : Comment lever les obstacles internes et surmonter les hésitations du Conseil d'administration ou des comités d'investissements ?	5
Quatre illustrations	6
▶ Fondation de Luxembourg : 'best in class' et services sur mesure pour les fondations sous son égide	6
▶ Église de Suède : gérer son propre fonds éthique	6
▶ Fondation Esmée Fairbairn : un nouvel outil, un nouveau marché	7
▶ Wallace Global Fund : désinvestir pour réinvestir	7
En guise de conclusion	8
Annexes	9
▶ Liste des participants	9
▶ Ressources utiles	10

Une politique d'investissement alignée sur la mission

De plus en plus d'organisations philanthropiques s'engagent aujourd'hui dans une stratégie dite de *mission investing* ou de *mission alignment*. Autrement dit, elles cherchent à mettre leur politique d'investissement davantage en conformité avec leur mission sociétale : la gestion du patrimoine ne doit pas seulement procurer des revenus pour financer des projets et des programmes, elle peut aussi directement contribuer à un changement positif dans la société.

Mais quels sont les moyens et les outils disponibles pour faire de la stratégie d'investissement un levier d'action ? Quels sont aussi les défis, les opportunités et les risques ? C'est sur ces questions cruciales que s'est penchée la deuxième Table Ronde stratégique Fondation 3.0. À l'invitation de la Fondation pour les Générations futures et de la Fondation de France, les responsables de 18 fondations -de 8 pays (Be, Fr, UK, Se, Ch, NI, It, USA) et dotées d'un capital cumulé de 13,7 milliards d'€- ont confronté leurs visions et expériences en la matière dans le but d'en retirer des enseignements et sources d'inspiration pour leurs propres pratiques.

Pourquoi pratiquer le *mission investing* ?

La crise bancaire et financière a favorisé cette remise en question des politiques d'investissement des fondations (voir encadré). Mais le *mission investing* est aussi une tendance de fond, qui s'explique par des facteurs structurels. Selon une enquête britannique de 2009, les trois principales raisons qui poussent des organisations philanthropiques à opter pour des produits d'investissement éthiques sont liées à des impératifs de cohérence et de transparence :

- éviter des conflits avec les objectifs de l'organisation ;
- éviter les risques pour la réputation de l'organisation ;
- ne pas perdre le soutien de sympathisants et de donateurs.

De fait, le grand public se montre très sensible à cet enjeu : 91% des Britanniques estiment que les *charities* doivent faire des investissements éthiques. Et c'est ce que font d'ailleurs près de la moitié d'entre elles, même si c'est généralement de manière assez peu audacieuse : dans 88% des cas, leur stratégie d'Investissements Socialement Responsables (ISR) se limite à recourir à des *screenings* négatifs pour éviter les secteurs d'activité qui sont en contradiction flagrante avec leur mission (notamment l'industrie du tabac, de la pornographie, de l'armement, de l'alcool ou du jeu).

"You should not waste a good crisis!"

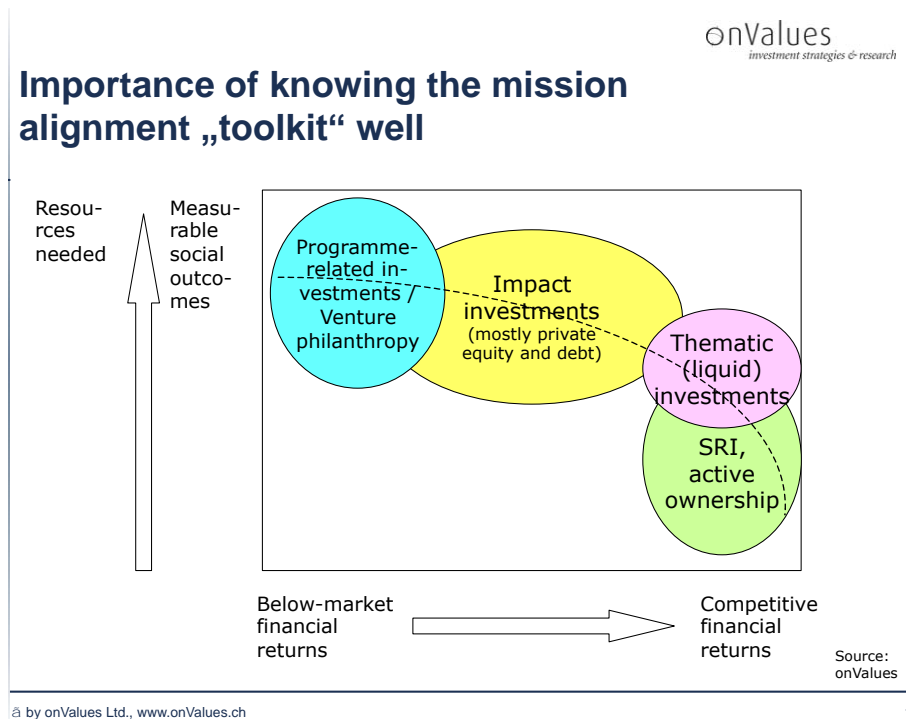
L'effondrement des marchés financiers a montré la fragilité des produits traditionnels de placements et a incité des fondations à faire preuve de créativité : puisque qu'il n'y a plus de placements 'de bon père de famille', le moment n'est-il pas venu d'explorer d'autres voies ?

Comme le dit avec humour Ellen Dorsey, "*you should not waste a good crisis !*". Elle a donc suggéré à son organisation, le Wallace Global Fund, de réexaminer l'ensemble de sa politique d'investissement. Cette analyse a révélé un décalage entre le portefeuille d'investissements 'classiques' du WGF et sa mission. Elle a aussi débouché sur de passionnants échanges de vue avec le Conseil d'administration. "*Il s'est avéré qu'en fait, ce décalage mettait mal à l'aise bon nombre d'administrateurs, qui se rendaient compte que nos investissements contribuaient à alimenter des problématiques contre lesquelles nous faisons campagne au travers de nos programmes. Mais jusque-là, personne n'avait jamais rien dit. Revoir la politique de placements, c'est forcément ouvrir un débat de fond sur nos valeurs, nos objectifs, notre mission. Et ça, c'est vraiment excitant.*"

Un large éventail de pratiques

Le *mission investing* peut recouvrir un large éventail d'outils et de pratiques, que les fondations peuvent mobiliser en tout ou partie. Un moyen pratique pour visualiser les principaux outils qui relèvent du *mission investing* est de les classer sur une matrice à deux axes :

- Horizontalement, les rendements financiers escomptés, classés en ordre croissant ;
- Verticalement, l'impact social mesurable et les ressources (humaines, etc.) nécessaires.



- Une stratégie prudente d'**ISR**, notamment au moyen de screenings négatifs (suppression d'investissements nocifs) ou positifs (sélection de 'best in class'), permet d'espérer un rendement compétitif par rapport au marché, mais avec un impact sociétal difficilement identifiable ;
- A l'autre extrémité du spectre, on trouve des **investissements directement liés à des programmes d'action des fondations** (*Programme-Related Investments*) : au lieu d'accorder des subventions, une fondation investit de l'argent dans une organisation pour l'aider à se développer et espère récupérer sa mise si les objectifs sont atteints. L'impact est direct et plus clairement mesurable qu'avec l'ISR, mais avec un rendement financier qui peut être moins ambitieux et un degré de risque plus élevé ;
- Des stratégies intermédiaires procurent un certain équilibre entre les deux aspects et combinent un rendement acceptable avec des résultats sur le plan sociétal en principe relativement tangibles : placements dans des **fonds thématiques** (spécialisés par exemple dans la lutte contre le changement climatique...) et **investissement orienté impact**, notamment dans des fonds d'économie sociale, des outils de micro-finance ou du logement social.



Pour aller plus loin : [Télécharger l'exposé introductif d'Ivo Knoepfel \(OnValues\)](#)

FAQ à propos du *mission investing*

► Q : Le *mission investing* est-il compatible avec la mission de la Fondation, ses obligations fiduciaires, certaines contraintes légales ou réglementaires ?

Il faut distinguer la mission en tant que telle – qui est d’œuvrer en faveur du bien commun – et la manière dont elle est formulée dans les statuts. En général, cette dernière formulation ne prévoit pas explicitement la possibilité de mener une stratégie de *mission investing*, mais elle ne l’empêche pas non plus (et si c’est le cas, cela mérite certainement un débat interne sur les raisons d’une telle exclusion). La définition statutaire de la mission ne doit donc pas être interprétée de façon trop restrictive, mais bien à la lumière des valeurs fondamentales de la fondation ainsi que des attentes nourries à son égard par les stakeholders et la société.

« Au-delà de ce que prévoit explicitement sa mission, une fondation jouit toujours d’une marge de manœuvre liée à ses valeurs et aux attentes de la société. »

Il en va de même des obligations fiduciaires, qui ne sont pas une fin en soi mais qui doivent être mises au service de la mission essentielle de l’organisation. Si une fondation jouit d’avantages légaux – comme la déductibilité fiscale pour les dons qu’elle reçoit – parce qu’elle œuvre en faveur de l’intérêt général, il est normal que la gestion de ce patrimoine doive obéir à certaines règles prudentielles. Mais il faut dépasser les aspects purement techniques pour poser cette question clé : les investissements de la fondation servent-ils ou non le bien commun ?

Plusieurs participants témoignent que des dispositions légales, à l’échelon européen, national ou parfois même régional (comme en Suisse), peuvent contrarier certaines formes de *mission investing*. Ainsi, la législation luxembourgeoise n’autorise pas jusqu’ici la Fondation de Luxembourg à investir directement dans des sociétés. Un des enjeux pour les fondations consiste donc à obtenir un assouplissement du cadre légal pour qu’il soit mieux adapté à ces nouvelles stratégies de placement plus en phase avec leur mission.

► Q : Le rendement du portefeuille de placements est-il affecté ?

Les illustrations présentées lors de cette table ronde n’indiquent pas une performance moindre, bien au contraire ! Tant la Church of Sweden que le Wallace Global Fund, par exemple, ont réalisé en 2012 et 2013 des retours sur investissement supérieurs à leur indice de référence au travers de leur stratégie ISR.

En passant au crible son portefeuille d’investissements et les coûts qui en résultaient, le Wallace Global Fund a aussi choisi de changer d’intermédiaire financier, économisant au passage 500.000 US\$ par an en frais de gestion, de courtage et de commission ! Ellen Dorsey : *“Cette économie représente un matelas de sécurité qui permet d’amortir d’éventuelles moins-values, si jamais certains investissements socialement responsables se révélaient moins rentables. Ce qui n’a pas été le cas jusqu’ici...”*

► Q : Comment évaluer l’impact social de ces nouveaux placements ?

Il est certain qu’on manque encore d’outils d’évaluation, même si un important effort de standardisation est entrepris, notamment par des organismes tels que le GIIN, EVPA et Novethic.

Mais osons aussi poser cette question : sommes-nous sûrs d’avoir toujours les moyens pour bien évaluer l’impact des projets et des programmes que nous soutenons ? Pouvons-nous affirmer qu’ils atteignent toujours leurs objectifs ? Dans la pratique, nous tolérons une certaine marge d’échec ou de flou quant aux résultats obtenus, ce qui ne nous empêche pas de considérer que notre stratégie est globalement efficace. Pourquoi en irait-il autrement de nos investissements ?

« N'exigeons pas du côté 'investissements' un niveau de perfection que nous n'atteignons pas non plus du côté 'programmes' ! »

► **Q : Quitter l'actionnariat d'une entreprise, c'est se priver d'un moyen de pression/dialogue pour la faire évoluer ?**

Cela dépend de plusieurs facteurs : les stratégies et les ambitions des fondations, le type d'investissement et les possibilités existantes pour faciliter l'actionnariat actif. C'est le cas par exemple en Suisse avec la plateforme Ethos-SwissFoundations. Celle-ci facilite le regroupement des droits de vote des fondations afin de peser d'un poids plus grand lors d'assemblées générales de sociétés privées en fonction de critères sociétaux.

D'autres doutent pourtant de l'efficacité de ces stratégies. Contrairement à l'époque du mouvement anti-apartheid, où des ONG pouvaient faire pression sur des sociétés commerciales avec un objectif précis (leur retrait d'Afrique du Sud), le développement soutenable implique souvent une remise en cause fondamentale du 'core business' des entreprises classiques et même parfois du système économique tout entier. C'est vrai en particulier – mais pas seulement – pour l'industrie du pétrole et de ses dérivés : le dialogue ne peut porter que sur des évolutions 'marginales' de son modèle d'activité, il est souvent illusoire d'espérer la transformer en quelque chose de radicalement différent. Et il est donc inutile de s'investir, aussi bien en capital qu'en ressources humaines, dans un actionnariat actif sans perspectives d'impact réalistes.

► **Q : Comment lever les obstacles internes et surmonter les hésitations du Conseil d'administration ou des comités d'investissements ?**

Les témoignages montrent l'efficacité d'une logique peer-to-peer. Ainsi face à un Conseil d'administration hésitant, on peut par exemple faire appel à un administrateur d'une fondation qui a déjà fait le pas et l'inviter à répondre aux questions.

Quatre illustrations

Quatre exemples concrets de *mission investing* ont été présentés et débattus lors de la table ronde. Ils illustrent, à des degrés divers, plusieurs voies dans lesquelles des fondations et des organisations philanthropiques se sont engagées pour mettre leur politique d'investissement davantage en adéquation avec leurs objectifs globaux.

► **Fondation de Luxembourg : 'best in class' et services sur mesure pour les fondations sous son égide**

- Contexte. La Fondation de Luxembourg héberge des organisations philanthropiques et assure la gestion de leur patrimoine. Elle menait auparavant une politique d'investissement conservatrice, avec un faible niveau de risque et un return annuel de 3%.
- Objectif. Afin d'assurer une plus grande cohérence avec sa mission philanthropique, elle a opté pour une approche ISR pragmatique, flexible et transparente.
- Après avoir éliminé certains types d'industries au moyen d'un screening négatif, elle sélectionne les 'bests in class' dans chaque secteur en fonction d'un certain nombre de critères éthiques, environnementaux, sociaux...
- Les fondations sous égide peuvent soit investir dans le portefeuille commun de la Fondation de Luxembourg, soit se voir proposer un portefeuille sur mesure, avec une pondération de critères qu'elles choisissent elles-mêmes.
- C'est une formule simple et adaptée à des fondations sous égide de taille modeste, qui peuvent ainsi s'engager dans une première démarche ISR, sans devoir effectuer elles-mêmes un screening approfondi du marché ou superviser le travail d'un gestionnaire de fonds.
- L'ISR est cependant entouré d'une certaine subjectivité. D'où l'importance de communiquer clairement à ce sujet et d'indiquer le contenu qu'on lui donne.

« La plupart des fondations sous égide n'ont pas elles-mêmes le réflexe ISR, mais lorsque nous leur présentons cette opportunité, elles y adhèrent tout de suite. »



Pour aller plus loin : [Télécharger la présentation de la Fondation de Luxembourg](#)

► **Église de Suède : gérer son propre fonds éthique**

- Contexte et objectif. La politique adoptée par l'Église de Suède s'inscrit dans la même logique, avec des accents différents. En 2006, le Synode suédois a décidé que l'ensemble du patrimoine (environ 855 millions US\$) serait géré selon les principes de l'ISR. Ici aussi, cette volonté s'explique tant par un souci d'approfondissement de sa mission que par la crainte d'être la cible de certains médias, comme ce fut le cas par le passé.
- L'Église de Suède a créé à cet effet un fonds éthique, dénommé Ethos, qu'elle gère elle-même et qu'elle peut dès lors proposer aux paroisses locales moyennant des frais de gestion extrêmement faibles, de l'ordre de seulement 0,1% ! La sélection des actions et des obligations de sociétés se base sur des critères internationalement reconnus (environnementaux, sociaux et liés à la gouvernance), mais l'Église de Suède va plus loin : elle procède à son propre screening et exclut environ 40% des sociétés labellisées ISR.
- Comme la Fondation de Luxembourg, l'Église de Suède croit que le dialogue avec le secteur privé peut faire bouger les lignes. Elle entame un dialogue avec les sociétés qui ne répondraient pas aux critères ISR qu'elles prétendent mettre en œuvre. L'arme du désinvestissement est utilisée en dernier recours si ce dialogue s'avère infructueux.



Pour aller plus loin : [Télécharger la présentation de l'Église de Suède](#)

► Fondation Esmée Fairbairn : un nouvel outil, un nouveau marché

- La Fondation Esmée Fairbairn a créé en 2008 son propre outil de financement, le Finance Fund. Ce fonds d'investissement social accorde des prêts à des organisations à but non lucratif ou prend des participations dans des projets en vue de générer à la fois un return financier et un impact social positif. Le Finance Fund a financé jusqu'ici 70 investissements d'une durée moyenne de sept ans dans divers secteurs (éducation, innovation sociale, environnement, culture...). Le taux de rentabilité interne, donc après déduction des coûts, s'élève à 1,7% alors qu'au départ la rentabilité financière n'était pas un but en soi.
- Le Finance Fund peut par exemple avancer l'argent à une organisation écologique qui désire acheter un site naturel menacé, en lui laissant le temps de récolter le montant nécessaire au remboursement, avec un taux d'intérêt modique. Il agit uniquement comme intervenant financier, sans se mêler de la gestion opérationnelle du projet. Une autre formule innovante est celle des Social Impact Bonds ('obligations à impact social') : le fonds investit dans des associations qui développent par exemple un projet de réinsertion de détenus ; le Ministère de la Justice s'engage à lui payer un retour sur investissement si les objectifs fixés sont atteints puisque la réduction du taux de récidive entraîne des économies substantielles pour les budgets publics.
- Pour la Fondation Esmée Fairbairn, le Financial Fund est un outil complémentaire par rapport aux aides classiques, qui restent indispensables dans de nombreux cas. Il exige aussi un large éventail de compétences dans la mesure où il s'agit de jeter des ponts entre des univers différents : l'univers financier et la sélection des programmes. Après un premier examen de la faisabilité du projet, celui-ci est analysé au sein d'un comité mixte composé de décideurs financiers et d'autres qui ont une expérience dans l'octroi de subventions. Il n'y a pas de distinction étanche entre l'approche 'investissement' et l'approche 'grantmaking' de la Fondation et un projet peut très bien passer de l'une à l'autre.
- En somme, la Fondation Esmée Fairbairn n'a pas seulement créé de nouveaux outils de financement : elle a même créé un marché qui n'existait pas encore.

« Il ne faut pas confondre risque et incertitude. Une expérience nouvelle et non conventionnelle engendre de l'incertitude parce qu'on évolue en terrain inconnu, elle n'est pas forcément risquée. »



Pour aller plus loin : [Télécharger la présentation de la Fondation Esmée Fairbairn](#)

► Wallace Global Fund : désinvestir pour réinvestir

- Sous l'impulsion de sa nouvelle directrice Ellen Dorsey, le Wallace Global Fund (WGF) a complètement revu son portefeuille d'investissement afin de le mettre davantage en concordance avec ses objectifs de protection de l'environnement et de défense des droits de l'homme. Un groupe d'experts de haut niveau, ayant des compétences aussi bien en consultance financière traditionnelle qu'en matière de SRI, a été constitué pour évaluer le caractère éthique des investissements existants et suggérer des alternatives.
- Dans un premier temps, l'idée était de limiter cet exercice à la moitié du portefeuille du WGF. Mais très vite, cette perspective a suscité un tel enthousiasme et les avantages étaient si nombreux par rapport à des risques très faibles que c'est l'ensemble des placements qui a été concerné. La méthode d'évaluation mise au point combine une quinzaine de critères positifs et négatifs. Il est important que ce screening ne soit pas figé, mais que sa validité soit testée en permanence.
- Plus récemment, le WGF est devenu l'un des moteurs du mouvement Divest-Invest. Celui-ci part de la conviction que le défi climatique constitue un enjeu majeur pour toutes les fondations, même si elles ne sont pas directement actives dans le domaine de l'environnement. Il souligne, d'une part, le risque financier de ne pas se désinvestir de toutes les sociétés liées à l'exploitation des énergies fossiles : de nombreux spécialistes estiment

aujourd'hui que les actions des valeurs pétrolières sont surévaluées par rapport aux réserves disponibles et prédisent que la 'bulle carbone' finira par éclater un jour ou l'autre.

- D'autre part, Divest-Invest constitue aussi pour les fondations une opportunité concrète de contribuer à leur mission et de poser un geste clair, concret et cohérent par rapport à leurs valeurs. Les partenaires de ce réseau exercent une fonction d'exemple. Ils se sont publiquement engagés à réinvestir au moins 5% de leur patrimoine dans la promotion de solutions au défi climatique. On estime en effet que, pour mettre en œuvre une transition énergétique structurelle et éviter les pires scénarios de réchauffement planétaire, un montant de 1.000 milliards de dollars doit être investi chaque année jusqu'en 2030 pour développer les énergies renouvelables, les technologies propres et l'efficacité énergétique, ce qui correspond à 5% du total des investissements dans le monde.
- Comme le mouvement anti-apartheid il y a une trentaine d'années, Divest-Invest est né sur les campus universitaires américains. Il s'inspire de cet exemple pour se diffuser rapidement et s'étendre à des fondations, des fonds de pension, des universités, des communautés religieuses... aux États-Unis et dans le monde. Le mouvement bouscule ainsi les conceptions habituelles, et parfois ambiguës, de l'investissement socialement responsable.



Pour aller plus loin : [Télécharger la présentation du Wallace Global Fund](#)

Pour en savoir plus sur Divest-Invest : <http://divestinvest.org/philanthropy>

En guise de conclusion

La table ronde a mis en lumière quelques-unes des pratiques et des stratégies que peuvent utiliser les fondations pour aligner leur politique d'investissement sur leur mission. Il en existe d'autres, adaptés à la taille et au contexte de chaque organisation.


Ce mouvement de fond se renforcera d'autant plus vite si les fondations collaborent dans ce domaine : pour partager leurs expériences et leurs connaissances, pour avoir un plus grand pouvoir de négociation auprès des assets managers, pour développer de nouveaux outils ou même des fonds d'investissements communs.

Fondation 3.0

'Fondation 3.0' est une initiative de la Fondation pour les Générations Futures, soutenue par la Fondation de France, qui interroge les différents volets d'activité de nos fondations – octroi de fonds, gestion du capital et modes de fonctionnement – en vue de mobiliser toutes les ressources des fondations pour induire un changement systémique vers un développement soutenable.

Contact


Benoît Derenne
Directeur
Fondation pour les Générations Futures

+32 474 75 62 06  +32 81 84 91 71
b.derenne@fgf.be



**FOUNDATION FOR
FUTURE GENERATIONS**

Dominique Lemaistre
Directrice du mécénat
Fondation de France

+33 6 08 36 17 62  +33 1 44 21 31 11
dominique.lemaistre@fdf.org



Annexes

► Liste des participants

Organisation	Prénom	Nom	Pays	Titre
Church of Sweden	Gunnela	Hahn	Sweden	Head of Responsible Investment
Cordaid	Henri	van Eeghen	Netherlands	COO
DOEN Foundation	Nina	Tellegen	Netherlands	CEO
Esmée Fairbairn Foundation	Danyal	Sattar	United Kingdom	Social Investment Manager
Fondation Bernheim Stichting	France	de Kinder	Belgium	Director
Fondation Ch. L. Mayer pour le Progrès de l'Homme	Matthieu	Calame	France/ Switzerland	Director
Fondation Chimay - Wartoise	Philippe	Dumont	Belgium	Secrétaire général
Fondation Daniel et Nina Carasso	Marie-Stéphane	Maradeix	France	Executive Director
Fondation de France	Jean-Pierre	Lefranc	France	Chief Financial Officer
Fondation de France	Dominique	Lemaître	France	Director Sponsorship
Fondation de France	Martin	Spitz	France	Responsable Solidarité
Fondation de Luxembourg	Tonika	Hirdman	France	General Director
Fondation Ensemble	Olivier	Braunsteffer	France	Director
Fondation pour les Générations Futures	Benoît	Derenne	Belgium	Director
Fondation pour les Générations Futures	Aline	Goethals	Belgium	Project Manager
Fondation pour les Générations Futures	Tanguy	Vanloqueren	Belgium	Project Manager
Fondazione Cariplo	Francesco	Lorenzetti	Italy	Chief financial and Fundraising officer
Friends Provident Charitable Foundation	Rob	Lake	United Kingdom	Trustee
Mistra	Johan	Edman	Sweden	Programme Director
onValues	Ivo	Knoepfel	Switzerland	Founder and Managing Director
Polden-Puckham Charitable Foundation	Bevis	Gillett	United Kingdom	Acting chair
Progressio Foundation	Marcello	Palazzi	Netherlands	Founder and President
Wallace Global Fund	Ellen	Dorsey	United States	Executive director

► Ressources utiles

Publications

Knoepfel and Imbert, onValues Ltd., " 360-degrees for Mission: How leading European foundations use their investments to support their mission and the greater good ", Mistra, 2011.	Introduces the concept of mission investing and 8 leading European foundations in detailed case studies.
Hand, K. ed., " Unlocking Socially Responsible Investment ", Charity Finance Directors Group, 2010.	Chapter 6 provides a step by step guide to generating and implementing a responsible investment policy. This detailed section ranges from getting mission investing on the agenda to selecting and monitoring asset managers.
Cummings and Hehenberger, " Strategies for Foundations: When, Why and How to Use Venture Philanthropy ", European Venture Philanthropy Association, 2010.	Detailed introduction for foundations interested in implementing venture philanthropy approaches, with multiple strategies tailored to specific foundation situations. Includes 4 large case studies of foundations focused on venture philanthropy.
EIRIS Foundation, " Socially Responsible Investment: A practical introduction for charity trustees " Charity SRI, 2010.	Chapter 5 presents a step by step process for implementing responsible investments at a foundation.
Gootjes, Verstappen and Hummels, " VBDO Benchmark Responsible Investment: Fundraising charities and foundations in the Netherlands 2011 ", VBDO, 2011.	Annual review of foundations' and charities' mission investing practices in the Netherlands, with details on how each foundation implements their policy.
Imbert and Knoepfel, onvalues Ltd. " Report on 1st European foundations meeting on mission investing ", Mistra, 2011.	Summary report
Jenkins, R. " The Governance & Financial Management of Endowed Charitable Foundations ", Association of Charitable Foundations, 2012.	Major report on best practice investment governance at foundations with a dedicated section on connecting mission and investment.
Knoepfel, I., " Impact Investments für Stiftungen ", in "Schweizer Stiftungsreport 2012" (Eckhardt, Jakob and Schurbein) Swiss Foundations, CEPS and Universität Zürich, 2012. (also in French)	Short article highlighting how mission investing is of strategic interest to foundations and presenting various alternatives of responsible and impact investment.

Sites web

Principles for Responsible Investment (PRI)	For responsible investing across asset classes
Global Impact Investing Network (GIIN)	For impact investing
Charity SRI	Information for foundations on resp. investing
Mission Investors Exchange	North American foundation mission investing network
Divest-Invest Philanthropy	Campaign & resources on fossil fuels divestment and clean energy investment strategy